

Michel van SCHENDEL [1929-2005]
Journaliste et écrivain, professeur de littérature française et québécoise à l'UQAM

Printemps 1982

“La reaganomique.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: rtoussaint@aei.ca.
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales :
http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html
à partir du texte de :

Michel van Schendel

“La reaganomique.”

In revue *Interventions sociales pour une alternative sociale*, **LA QUESTION RÉGIONALE**, pp. 29-47. Montréal : Revue *Interventions économiques pour une alternative sociale*, no 8, printemps 1982, 160 pp.

[Madame Diane-Gabrielle Tremblay, économiste, et professeure à l'École des sciences de l'administration de la TÉLUQ (UQÀM) nous a autorisé, le 25 septembre 2021, la diffusion en libre accès à tous des numéros 1 à 27 inclusivement le 25 septembre 2021 dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : Diane-Gabrielle Tremblay : Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca
Professeure^{[[SEP]]}École des sciences de l'administration
Université TÉLUQ, Tél :^{[[SEP]]}1 800 665-4333 poste : 2878
et dostaler.gilles@uqam.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

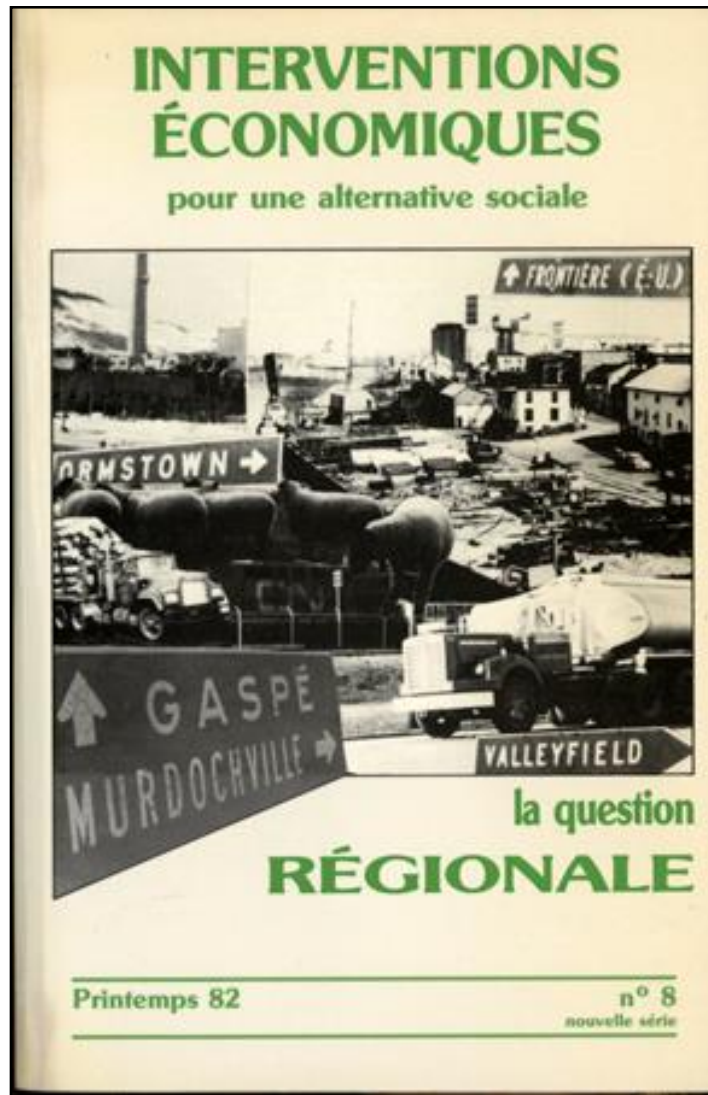
Édition numérique réalisée le 12 mars 2023 à Chicoutimi, Québec.



Michel van SCHENDEL [1929-2005]

Journaliste et écrivain, professeur de littérature française et québécoise à l'UQAM

“La reaganomique.”



In revue *Interventions sociales pour une alternative sociale*, **LA QUESTION RÉGIONALE**, pp. 29-47. Montréal : Revue *Interventions économiques pour une alternative sociale*, no 8, printemps 1982, 160 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[29]

Interventions économiques
pour une alternative sociale

Nos 8.

LA QUESTION RÉGIONALE

LA REAGONOMIQUE

Par Michel van Schendel

Au moment de la campagne électorale américaine, les promesses de Ronald Reagan pouvaient sans doute faire sourire. Aujourd'hui, il faut bien se rendre à l'évidence : son arrivée au pouvoir ne représente pas un simple changement d'homme et de parti. De même, on ne peut considérer son approche aux problèmes de l'heure comme une simple volonté de proposer « autre chose » face au constat d'échec des politiques économiques de Carter. Ce que propose Reagan c'est un véritable plan de redressement économique... et moral. Un plan de réindustrialisation, favorisant un retour aux principes de la libre entreprise et aux valeurs traditionnelles de l'Amérique conservatrice, le désengagement social de l'État, la reconstitution de la puissance impériale perdue, etc. Le titre du document présenté au Congrès en mars dernier est d'ailleurs révélateur : « America's New Beginning : A Program for Economic Recovery ». On parle depuis de Reaganomique (Reaganomics) comme pour insister sur l'originalité des mesures proposées et la volonté ferme de les mener à terme... à moins que ce ne soit plutôt pour ironiser sur la cohérence du programme et sur ses chances de réussite !



[30]

Du keynésianisme à la Reaganomique

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et même depuis la fin des années trente dans certains pays, les politiques fiscales et monétaires adoptées par les différents pays à travers le monde occidental étaient d'inspiration essentiellement keynésienne axées entre autre, sur la stimulation de la demande en période de récession (sans hésiter à créer des déficits budgétaires) et la restriction de la demande en période de forte expansion pour éviter l'emballement de l'économie, une trop forte pression sur les prix, et donc de l'inflation. Également l'État devait intervenir directement dans l'économie pour pallier aux imperfections et insuffisances du marché, réduire les inégalités sociales, rechercher un niveau de plein-emploi et une croissance équilibrée par l'action concertée des politiques fiscales et monétaires, etc. On pouvait alors penser qu'il suffisait d'un bon dosage des différentes politiques et d'une intervention adéquate de l'État pour diminuer l'amplitude des cycles économiques, permettre la croissance continue de la production et assurer le plein-emploi.

Munis de tels outils, les grandes crises économiques semblaient définitivement faire partie du passé et n'être plus que le reflet d'une époque, désormais révolue, d'ignorance et d'incertitude en matière économique. Il était aussi admis que l'État avait un rôle social à jouer, autant en matière de redistribution des revenus, d'aide aux personnes défavorisées et d'enseignement que d'assurance-santé, assurance-chômage, etc. C'était le triomphe du « Welfare State » sur le laissez-faire.

Une ombre au tableau toutefois : l'accroissement de la part des dépenses publiques dans l'économie. En 1977, celles-ci comptaient pour plus de 34% du PNB aux États-Unis ; elles en représentaient plus de 40% au Canada, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie. En 1980 on estimait à environ 25% du PNB américain la part des dépenses de l'Administration centrale, alors qu'elle n'était que de 3% en 1930 !...

Les années soixante-dix allaient cependant révéler toutes les limites du keynésianisme.

Les interventions de l'État se sont avérées impuissantes à relancer des économies qui marquent de plus en plus le pas. Le chômage que l'on pensait pourtant avoir éliminé, augmente rapidement, atteignant 8,3% aux États-Unis en 1975. Paradoxalement, l'inflation devient, malgré le recul économique, une dure réalité. Les récessions, leur fréquence rapprochée (1970, 1974-75, 1979, 1981) et l'incapacité des gouvernements à les contrôler, font rapidement perdre toute illusion quant aux possibilités de sortir de la crise à brève échéance par la seule voie du « policy-mix ». Autre paradoxe : l'État, dont le rôle devait pourtant être crucial et déterminant en période de crise, se trouve à son tour pris dans l'engrenage de la crise et devient, pour plusieurs, la source principale des problèmes économiques. Ses dépenses paraissent difficilement compressibles, sans compter que maintenant, inflation et chômage se combinent. À l'opposé, les rentrées fiscales sont ralenties par les difficultés économiques. Il en résulte des déficits de plus en plus lourds à supporter pour des économies surendettées. À lui seul, le déficit du gouvernement fédéral américain a représenté en moyenne 2,4% du PNB de 1975 à 1980, comparativement à un pourcentage moyen de 1% environ de 1967 à 1974. Quant à la dette publique fédérale, elle représente maintenant 30% du PNB !

[31]

La remise en question du keynésianisme se répand alors rapidement aussi bien parmi les milieux d'affaires et politiques qu'universitaires.

La critique du keynésianisme n'est pas chose nouvelle en soi. Les économistes rattachés à l'école monétariste faisaient depuis longtemps déjà, le lien entre l'inflation, le laxisme des autorités monétaires et le poids croissant de l'État dans l'économie. En particulier l'inflation pour eux trouvait son origine dans le financement monétaire des déficits budgétaires et dans la gestion de la politique monétaire qu'endossait la théorie keynésienne. Dans l'euphorie des années soixante, il paraissait beaucoup trop simple cependant, d'imputer l'origine des problèmes économiques et de l'inflation à l'abandon progressif des lois du marché et aux erreurs des politiques monétaires. Après tout, cette approche libérale n'avait-elle pas sa lourde part de responsabilité dans l'ampleur de la crise de 1929. Et puis, où étaient les problèmes ? La croissance paraissait sans limite, le chômage était très bas et l'inflation modérée. Avec la montée rapide des prix des années soixante-dix, leurs critiques allaient désormais recevoir plus d'attention, d'autant que,

parallèlement, une nouvelle approche économique commençait à se développer. C'est l'économie de l'offre ou « supply-side économies ». Bien que cette école rejoint l'approche monétariste dans sa critique du rôle de l'État et du laxisme monétaire, elle s'en distingue malgré tout considérablement en ce qui a trait à l'origine des problèmes actuels. Là où les monétaristes ne voient qu'un problème de mauvaise gestion monétaire, les nouveaux économistes libéraux y voient surtout un problème d'offre, de sous-investissement.

Selon eux, on a voulu faire de la politique keynésienne une politique de longue période alors qu'il s'agissait d'une politique conjoncturelle devant être très limitée quant à ses interventions et surtout, quant à sa durée. N'ayant pas su renverser la vapeur au moment opportun, ni limiter le champ de leurs interventions, les gouvernements auraient ainsi été à l'origine d'un sous-investissement chronique dont les effets se seraient finalement traduits par une chute notable de la productivité et des profits, des hausses de prix et un chômage accru. Les mesures classiques du keynésianisme exacerberaient alors davantage les tensions financières et inflationnistes sur les marchés. En particulier, les différentes mesures de soutien de la demande auraient à la longue érodé l'épargne disponible, orienté les choix vers la consommation immédiate et détourné les capitaux de l'investissement, à un point tel que l'économie américaine ne vivrait plus que sur son capital déjà existant. De plus, selon cette nouvelle école, les interventions sociales de l'État, aussi bien intentionnées et généreuses qu'elles soient, auraient eu pour effet d'entraver les mécanismes du marché, de favoriser l'inefficacité économique et de contribuer à l'accroissement du chômage, tout en faisant supporter par l'entreprise privée le coût social de ces mesures.

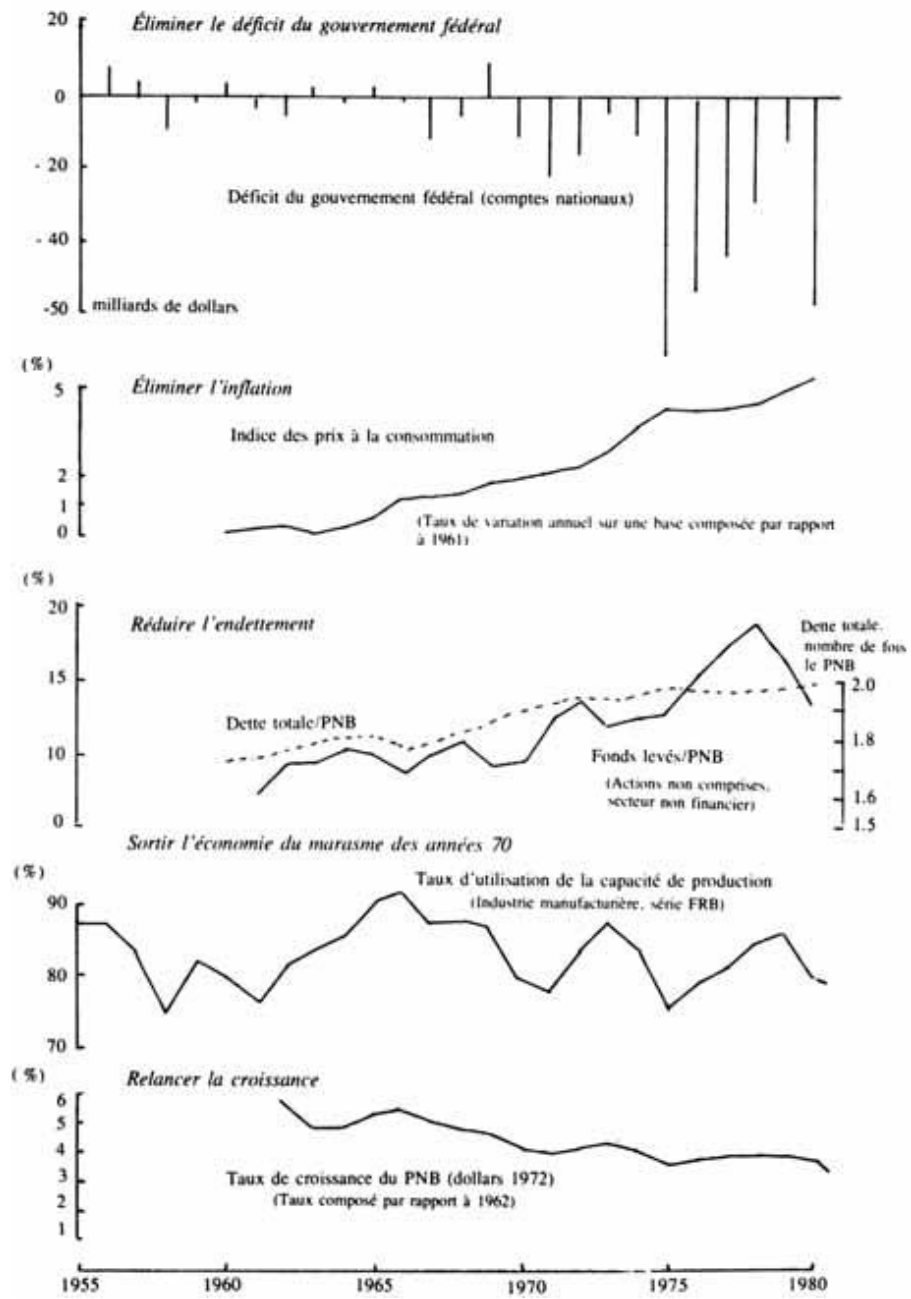
Il serait donc grand temps, selon ces théoriciens, de changer de politique économique, de revenir aux « principes de base » en économie et surtout, de s'occuper de favoriser l'offre plutôt que la demande.

Que proposent-ils alors pour remédier à la situation actuelle ? Peu de mesures concrètes, à vrai dire, mais surtout des propositions à caractère général. Il s'agit pour eux de libéraliser l'économie, de revenir aux lois du marché et d'abandonner l'approche dirigiste de l'État. Faire aussi en sorte que l'entreprise privée soit le moteur

[32]

Graphique 1

LES GRANDS ENJEUX ÉCONOMIQUES



[33]

de la reprise économique via la mise en place de nouvelles conditions de production. Rééquilibrer le plus rapidement possible le budget fédéral afin de réduire les tensions que provoquent les déficits accumulés sur les marchés financiers et dans l'ensemble de l'économie. Enfin, réduire les impôts des particuliers et des entreprises pour reconstituer l'épargne et relancer l'investissement ¹.

Comme nous pouvons le voir à la lumière de la critique tant monétariste que néo-libérale (supply-side), l'origine des problèmes actuels se résume à trois points : l'hypertrophie de l'État, faiblesse de la structure productive, instabilité de la politique monétaire ². Les problèmes portant en eux-mêmes leur propre solution il ne restera donc plus qu'à mettre en œuvre, au niveau politique, les mesures appropriées pour les éliminer : la Reaganomique est née.

Dès son arrivée à la Maison Blanche, on a pu sentir la nouvelle orientation qu'entendait dorénavant donner l'Administration Reagan à

¹ La baisse de taxe serait efficace car non seulement elle inciterait à épargner et favoriserait l'investissement mais elle augmenterait le revenu réel des salariés qui 1) demanderaient alors moins de hausses de salaires ce qui diminuerait l'inflation (sous-entendu : si les salaires ne créent pas toujours l'inflation, ils l'alimentent...) 2) augmenterait la productivité car les salariés auraient alors l'impression de gagner tout leur salaire sans se faire constamment gruger par l'État et seraient donc davantage motivés pour travailler.

² Quant au chômage, ce n'est pas vraiment un problème : selon le courant néolibéral, la hausse du chômage depuis le début des années 70 n'est pas dû essentiellement à la conjoncture mais relève davantage d'un phénomène structurel : l'inadéquation entre les emplois offerts et la qualification des travailleurs, de même que la trop faible mobilité de ceux-ci. Ceci aurait provoqué l'apparition d'un « taux de chômage naturel » incompressible par des mesures traditionnelles de relance. Et à vouloir trop stimuler l'économie pour résorber ce chômage, on ne réussirait donc qu'à créer de l'inflation. Cette vision des choses a d'ailleurs été empruntée, quoique de façon quelque peu modifiée, aux monétaristes. Au Québec, Pierre Fortin est, entre autres, un fervent adepte de cette nouvelle approche que, depuis quelques années, on commence à retrouver également dans les exposés annuels du Conseil économique du Canada. Pour une critique de cette approche voir : J.- J. Gislain : « Diviser pour régner. Une analyse critique des théories du marché du travail » in : *Interventions critique en économie politique*, n° 6, p. 126-169.

la politique économique. Le changement a été radical. Quatre (4) grands principes semblent (jusqu'à présent !) la guider :



La Reaganomique à l'œuvre

i) Libéraliser l'économie

Vers la fin de son mandat, cédant aux pressions de l'industrie, l'administration Carter avait ouvert la voie à une déréglementation partielle de l'économie, principalement dans les domaines du transport et de l'énergie, de même avait-elle cherché à assouplir certaines législations dont le caractère contraignant et les coûts d'application semblaient très lourds à supporter dans le contexte difficile que traversent certains secteurs, comme l'automobile. Mais il n'y avait rien de comparable au vaste programme de libéralisation de l'économie qu'entend mener à terme, et au plus vite, l'administration Reagan. Il s'agit de réduire ce que les milieux d'affaires aiment appeler la bureaucratie de l'État, et de ramener les programmes d'intervention aux seuls programmes dont les preuves de rentabilité économique peuvent être clairement établis. D'une manière plus générale, il faut laisser libre cours aux lois du marché et réduire la portée des lois à caractère social, le tout sous le couvert des mérites de la libre concurrence, des principes de la libre entreprise et des droits de la personne.

Pour ce faire, un nouveau personnel politique a été nommé aux postes clés des organismes fédéraux, de larges coupures ont été opérées dans les différents budgets, l'application de nombreux règlements a été suspendue, les mesures de contrôle des normes ont été assouplies. Désormais, [34] on fait davantage confiance à la responsabilité sociale et au bon sens des entreprises. Le changement est net. Que ce soit dans le domaine des lois sur la concurrence, de la santé, de la sécurité au travail, des normes de qualité, de l'environnement, de la protection des consommateurs, du travail, etc., autant d'exemples de ce processus de libéralisation qui, au bout du compte, bénéficie davantage aux entreprises les plus solides financièrement, et les plus agressives, qui sauront tirer leur épingle du jeu dans ce retour au capitalisme sauvage.

ii) Faire de l'entreprise privée, le moteur de la reprise

C'est en effet l'investissement privé qui devient le fer de lance de la reprise, l'État n'ayant plus à se substituer à l'entreprise privée en matière de création d'emplois. C'est par la mise en place de nouvelles conditions de production que l'Amérique pourra relever le double défi de l'emploi et de la concurrence internationale. La déréglementation de l'économie et le désengagement de l'État vont dans cette direction. La restructuration de l'économie exige toutefois un peu plus. De là l'impatience des milieux d'affaires, insatisfaits des mesures incitatives proposées, comme la baisse des impôts et les nouveaux plans d'amortissement du capital, qui attendent des signes de reprise tardant de plus en plus à venir.

En effet, prise au piège du non-interventionnisme, l'administration Reagan fonde tous ses espoirs sur la capacité de l'économie américaine de sortir de la crise économique par elle-même. La baisse de taxes de 25%, échelonnée sur trois ans, devrait donner le coup de pouce nécessaire. On espère que, disposant de plus de moyens financiers (une réduction de 10% lorsque vous payez 1000 \$ d'impôt par an ce n'est pas la même chose que lorsque vous en payez 1000 000 \$...), les catégories sociales plus aisées et les entreprises (sous-entendu les véritables bâtisseurs de la nation) seront incitées à investir davantage dans l'économie. Nous savons bien sûr, comme le disait le chancelier allemand Helmut Schmidt, que les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain...

Quant à l'objection selon laquelle la baisse des impôts (on estime à 709 milliards de dollars son impact sur les rentrées fiscales d'ici cinq ans), risque d'aggraver le déficit, elle serait levée : les compressions budgétaires sont là pour compenser dans l'immédiat ; et à moyen terme la reprise de l'économie devrait venir renflouer les coffres de l'État...

iii) Redéfinir le rôle de l'État

« Le gouvernement n'est pas une solution, c'est un problème », s'est souvent plu à dire Reagan. Lors de la présentation du budget en mars 1981, celui-ci a clairement défini le nouveau rôle qu'il entendait désormais faire jouer à l'État :

Le pouvoir de taxation du gouvernement ne doit être utilisé que pour lui procurer les ressources financières nécessaires à ses besoins légitimes. Il ne doit être utilisé ni pour diriger l'économie (*regulate*) ni pour favoriser des changements sociaux... Le pouvoir de dépense du gouvernement doit être limité aux seules fonctions qui relèvent du champ d'action d'un gouvernement (*Time*, 2 mars, 81, p. 9)

[35]

Les coupures

Le budget Reagan prévoit des coupures de 467 milliards \$ en cinq ans, dont 49 milliards dans les seuls budgets sociaux la première année :

— Les programmes d'assurance-chômage et « medicaid » voient leurs crédits réduits de plus de 5% la première année (1 milliard sur 18,2 milliards de budget chacun) ; accompagnés d'un fort durcissement des critères d'admissibilités à l'assurance-chômage.

— 550 millions coupés dans la sécurité sociale sur un total de 19 milliards \$

— Prêts-bourses : 803 millions \$ sur 5 milliards \$ seront supprimés.

— Suppression totale, d'ici 1983, des programmes de formation de la main-d'œuvre (3,7 milliards \$).

— 1,8 milliard d'« économie » sur 12,4 dans les programmes de timbres alimentaires (à la suite de vives protestations, la coupure pourrait être « limitée » à 1 milliard) ; 400 000 personnes seraient touchées.

— Réduction du programme d'aide aux pays en voie de développement (400 millions \$ sur 5,2 milliards) sans toucher à l'aide militaire.

— 25% des budgets respectifs des services sociaux et d'aide à l'agriculture seront également coupés.

— Restriction également dans les programmes d'action positive (favorisant l'accès des femmes, des handicapés, et des minorités ethniques au marché du travail.).

— Réduction des budgets d'allocation logement, d'éducation, de transport en commun et de diverses subventions aux municipalités et administrations locales.

— Etc., etc. On pourrait prolonger la liste très longtemps. Comme quoi dans la nouvelle société de Reagan, il vaut mieux être riche et en santé que pauvre et malade...

À noter cependant que parallèlement aux coupures dans les programmes de formation et d'emploi pour les jeunes (dont le taux de chômage atteint 20%), on prévoit une hausse de 2,3 milliards \$ au chapitre de la solde militaire, soit trois fois la somme épargnée par ces coupures... Voudrait-on orienter les jeunes vers des carrières militaires qu'on ne ferait pas autrement.

C'est donc un retour à la conception libérale de l'État où il ne saurait être question d'interventions en matière économique et de réformes en matière sociale. Cela s'est immédiatement traduit dans les faits par des coupures aussi draconiennes que spectaculaires dans les dépenses sociales (voir encadré). Le budget global de l'État est passé de 729,7 milliards de dollars, tel que proposé par Carter, à 695,5 milliards \$ pour 1981.

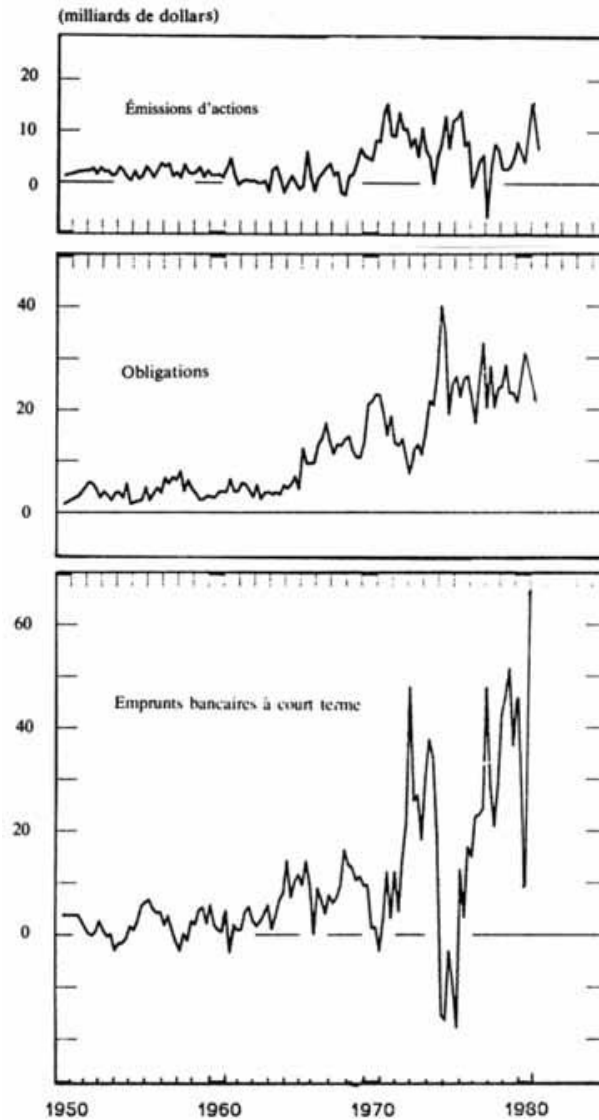
Des coupures de 467 milliards \$ devront être opérées en 5 ans. Le budget de la défense est accru substantiellement, alors que la plupart des programmes d'aide à l'étranger (autres que militaires...) sont abandonnés, etc.

On sait que Reagan a mis en jeu toute la crédibilité de son programme avec son premier budget, faisant preuve d'une fermeté inouïe, tant vis-à-vis ses propres collaborateurs, que

[36]

Graphique 2

Fonds nets levés par les compagnies non financières



Source : Federal Reserve Board.

Que ce soit pour financer les investissements, les opérations courantes ou des opérations financières comme l'achat de compagnies, les entreprises ont davantage recouru aux marchés financiers durant les années 70. Les emprunts bancaires, en particulier, ont fait un bond considérable. Parmi les raisons que l'on peut invoquer, mentionnons : l'inflation qui n'a pas manqué de déplacer le financement vers les marchés de l'argent et le court terme, certaines difficultés éprouvées par les entreprises à lever du capital action, ou encore l'importance des stocks en main.

[37]

vis-à-vis un congrès peu enclin à devoir supporter l'odieux des coupures sociales devant l'électorat. C'est que cet enjeu est double. Il s'agit d'abord pour lui de montrer la capacité de son administration à contrôler ce monstre qu'est devenu l'État, aux yeux des milieux d'affaires, en réduisant le poids de la bureaucratie, les dépenses improductives et, au bout du compte, le déficit budgétaire. Mais, il s'agit aussi de créer un effet de choc psychologique suffisamment important pour gagner la confiance du monde des affaires, nécessaire au succès de son programme de relance de l'investissement privé. Il lui faut montrer, en jouant la carte du spectaculaire, que les règles du jeu sont changées et que le gouvernement est fermement décidé à aller jusqu'au bout de ses promesses électorales.

iv) Et revenir à l'orthodoxie monétaire

Contrairement à l'administration Carter qui avait dû se résoudre, un peu contre gré, à adopter en 1979 une politique monétaire d'austérité et à remplacer le beaucoup trop souple Miller, ancien président de Textron, par Volker, un pur produit du monde bancaire, à la tête de la Réserve fédérale, l'administration Reagan a affirmé sans ambages son soutien à la politique monétaire de la Réserve fédérale. De plus, de nombreux monétaristes, notamment issus des milieux bancaires, comme Sprinkel, furent appelés à faire partie du cercle restreint, mais très influent, des conseillers économiques du Président ce qui ne laisse planer aucun doute quant aux intentions de l'Administration en matière monétaire.

Officiellement, c'est la lutte contre l'inflation qui a été mise au premier rang des priorités de la « Fed ». Elle entend mener cette lutte par un contrôle beaucoup plus ferme de la croissance de la masse monétaire et le maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés. En outre, et c'est là un autre changement notable comparativement aux politiques d'après-guerre, les décisions portant sur les mesures à prendre à court terme sont davantage basées sur le comportement des marchés financiers, plutôt que sur le niveau de l'activité économique.

Les thèses monétaristes sur l'inflation sont certainement loin de faire l'unanimité au sein de l'administration Reagan. Toutefois, un consensus semble réalisé sur deux points.

Le premier, c'est qu'il ne saurait y avoir d'économie forte sans monnaie forte, et d'Amérique forte, sans dollar fort. D'où la nécessité et l'urgence de mettre fin aux politiques d'argent facile (*easy-money policy*), au financement des déficits budgétaires par voie de création monétaire, à la croissance de l'endettement privé, etc. pour y substituer une politique d'austérité monétaire extrêmement restrictive, même si à court terme cela peut avoir des effets négatifs sur l'économie (hausse des taux d'intérêts, ralentissement de la croissance et autres).

Le second point a trait aux tensions financières de l'économie. La situation alarmante qui prévaut en ce moment sur le plan financier ne laisse guère le choix aux autorités que d'appliquer les mesures traditionnelles pour tenter d'enrayer la demande de crédit et le recours accru aux marchés de l'argent. En particulier, la hausse des taux d'intérêts et un contrôle beaucoup plus strict des conditions d'accès au crédit devraient, espère-t-on, freiner la croissance de l'endettement et modifier en conséquence, les comportements face au crédit. On ne peut perdre de vue que la dette totale [38] représente maintenant plus de deux fois le Produit National ; 5,5 trillions \$ pour la dette totale comparativement à 2,6 trillions \$ en 1974 alors que le PNB a été pour ces deux années de 1 \$ et 1,4 \$ trillion).

En somme, il s'agit de revenir à l'orthodoxie monétaire tant réclamée par les milieux bancaires et financiers.

Une politique bourrée de contradictions ?

Si la Reaganomique se distingue par sa brutalité et son apparente simplicité, elle ne se heurte pas moins à des contradictions flagrantes. Par exemple, comment peut-on en même temps espérer une relance de l'investissement privé tout en maintenant les taux d'intérêt à un niveau aussi élevé ? La volonté de rééquilibrer le budget peut-elle être envisagée sérieusement dans un contexte de ralentissement de l'activité économique ? Comment peut-on garantir que les mesures en faveur de l'épargne, qui visent surtout les classes privilégiées, vont se traduire en

investissements et en placements productifs ? Comment peut-on croire que les entreprises vont investir et créer des emplois alors que les perspectives de profits à long terme sont très incertaines et qu'il est plus facile d'utiliser les fonds disponibles pour spéculer ou pour acheter d'autres entreprises que de se lancer dans des projets d'autant plus risqués que la masse des capitaux nécessaires est de plus en plus considérable ? Comment peut-on parler de croissance économique lorsqu'en même temps la Réserve fédérale étrangle l'économie et la pousse dans le marasme ? Et les coupures ? C'est autant de pouvoir d'achat en moins et autant de tensions sociales en plus. Au niveau international, comment ne pas voir que la hausse des taux d'intérêt provoque une flambée du dollar qui dépasse sa valeur réelle et n'a plus aucun rapport avec la place de l'économie américaine dans le monde ? Cette flambée, largement spéculative, ne risque-t-elle pas de se traduire ultérieurement par une nouvelle chute brutale du dollar, déstabilisant ainsi davantage l'économie internationale ? Sans compter la baisse des exportations américaines, consécutive de cette hausse du dollar... Alors ?

En fait, il faut réaliser que ce qu'on appelle la Reaganomique n'est pas une théorie homogène et cohérente. Et pour cause ! Les économistes figurant parmi les conseillers du président relèvent de deux écoles, l'école de l'offre et l'école monétariste qui, ne s'entendent guère entre eux, ni sur l'origine des problèmes actuels, ni sur les solutions à y apporter. Unis dans leur anti-keynésianisme, ils n'en prônent pas moins des politiques assez différentes et même opposées. Pour les uns, les problèmes sont avant tout d'ordre monétaire alors que pour les autres, les problèmes se situent surtout du côté de l'épargne et des investissements... Pour les uns, il faut maintenir les taux d'intérêt élevés et freiner l'économie alors que pour les autres, il faut baisser les impôts et relancer les investissements... C'est le frein et l'accélérateur en même temps... sans parler de l'efficacité douteuse des réductions d'impôt assorties de compressions budgétaires pour assurer la relance ou encore des mesures visant à maintenir les taux d'intérêt élevés et à contrôler la croissance de la masse monétaire pour venir à bout de l'inflation. Si l'objectif était d'assurer une reprise économique comme les autres, voire s'il ne s'agissait que de situer le débat au niveau académique, il est clair que les mesures prises jusqu'à présent paraissent bien contradictoires. On ne peut [39] penser relancer l'offre en freinant la demande ! Mais voilà : l'enjeu des politiques de Reagan, et l'enjeu des

événements actuels, n'est pas une simple relance comme les autres et encore moins un simple débat entre deux écoles de pensée où la population servirait de cobaye. Ainsi que l'ont maintes fois souligné les représentants du gouvernement et les médias d'information, l'enjeu, c'est la « ré-industrialisation » des États-Unis. Et qui dit « ré-industrialisation » dans nos économies, dit restructuration, élimination des entreprises non-compétitives, « dégraissage » de l'économie, assainissement financier, mises-à-pied, etc. en même temps que mise en place de nouvelles conditions de production, de travail et de consommation. En somme, il s'agit de « nettoyer » tout en donnant de nouvelles perspectives à une industrie essoufflée.

Les actions de l'administration Reagan ne relèvent pas du simple constat d'échec d'un type de politique ou d'une approche jugée désuète des problèmes économiques ; elles relèvent essentiellement du constat d'une économie en crise profonde. C'est le résultat d'une économie surendettée, d'une économie de moins en moins capable de faire face à la concurrence internationale et dont la puissance est en déclin, d'une économie, donc, impuissante à sortir du modèle de croissance qui fut le sien dans l'après-guerre et à faire face aux nouveaux enjeux de la restructuration. Et lorsque l'administration Reagan entend opérer un retour aux sources, c'est-à-dire aux traditions de la libre entreprise et aux vertus du capitalisme sauvage qui furent, selon elle, les clés de la réussite américaine, on ne peut simplement y voir une certaine nostalgie du passé ou la manifestation d'un conservatisme viscéral. Il y a plus que cela : il y a la volonté politique de redonner à l'industrie américaine les moyens nécessaires pour réaliser sa restructuration et de créer un climat économique, politique et social qui soit propice à sa relance, et donc à la reconstitution des taux de profits.

Ceci dit, une fois le consensus réalisé sur les rôles respectifs que doivent jouer l'État, le marché et l'entreprise privée dans la « nouvelle société américaine », les choses deviennent beaucoup moins claires lorsque vient le moment de déterminer la marche à suivre et les moyens à prendre pour mener à terme, rapidement, et sans heurts le programme de redressement et de restructuration de l'économie. Tout est là. Comment, dans un contexte de crise, provoquer les investissements nécessaires, inciter les entreprises à moderniser leurs équipements, amener les milieux financiers à assumer les risques inhérents à la mise en place de nouvelles conditions de production, réorienter les capitaux vers les

secteurs productifs, etc. ? Parallèlement, comment garder le contrôle sur une récession recherchée pour ses effets contraignants et son rôle « épurateur » ? Comment être sûr de pouvoir en surmonter les effets négatifs ? Comment aussi, concilier la politique coercitive et restrictive de la Réserve fédérale avec les exigences des milieux d'affaire ? Et puis, est-il vraiment possible comme entend le faire l'Administration, d'opérer la restructuration de l'économie en ne comptant que sur l'entreprise privée, sans intervention directe de l'État ? Voilà tout autant de questions sans réponse pour le moment.

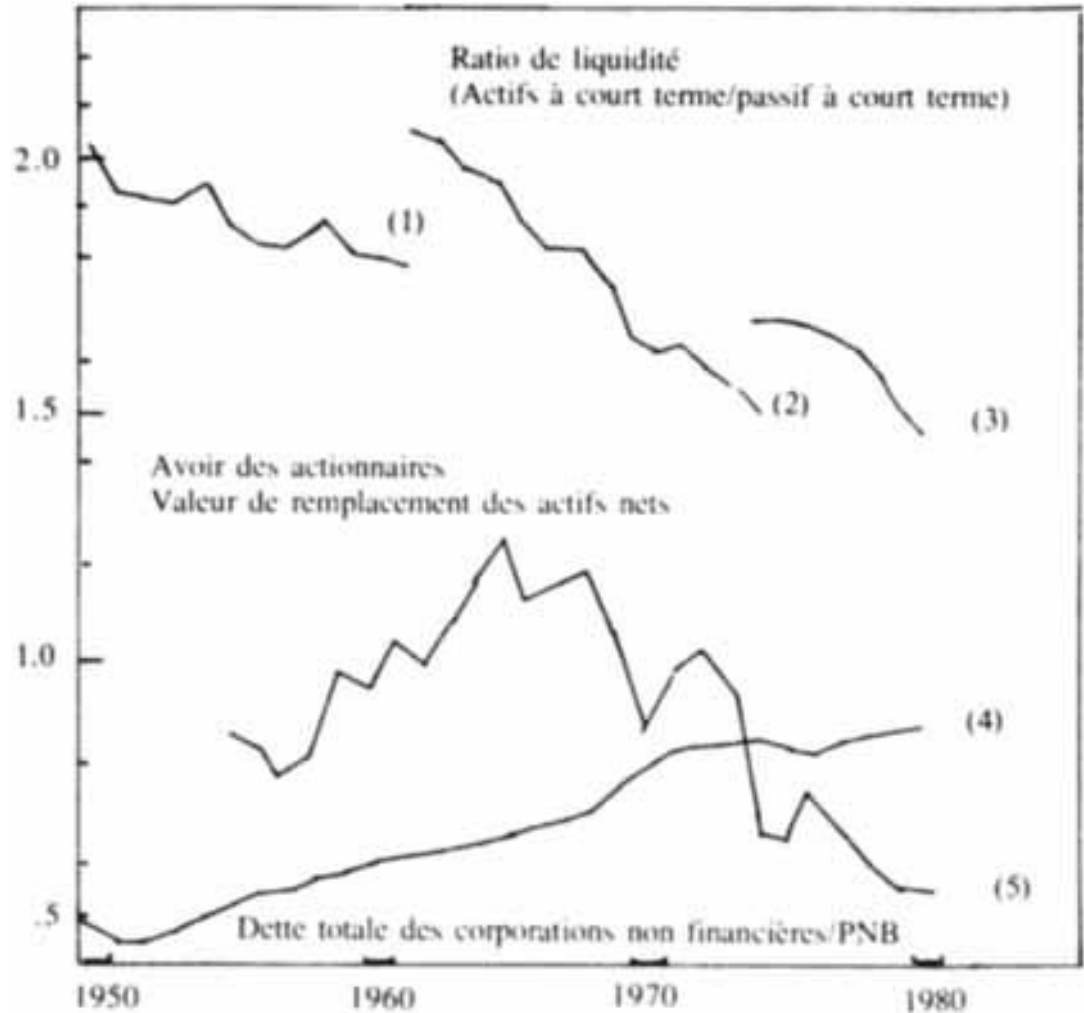
Succès ou échec ?

Mais même avec tous ces moyens et toute cette détermination, il n'est pas certain que le plan Reagan réussisse.

[40]

Graphique 3

3 indices révélateurs des difficultés financières des entreprises :



la croissance ininterrompue de l'endettement des entreprises depuis 1950, la dégradation de leur position liquide depuis 1960 et l'incapacité du capital propre à pouvoir couvrir le coût de renouvellement des équipements.

Sources. (1) série SFC., toutes corporations. (2) série SFC. Corporations non (financières). (3) série F.T.C. (4) FRB Bureau of economic analyses (5) Statistical abstract.

[41]



Tout d'abord, il est peu probable qu'il y ait relance à court terme. La politique des taux d'intérêt élevés décourage les investissements, pousse de nombreuses entreprises à la faillite et oriente les fonds disponibles vers le rachat d'entreprises et la spéculation (aggravant le chômage)³ ; les compressions budgétaires ralentissent l'activité économique. Mais il semble que l'administration Reagan soit prête à faire traverser à l'économie une certaine « période difficile » pour repartir

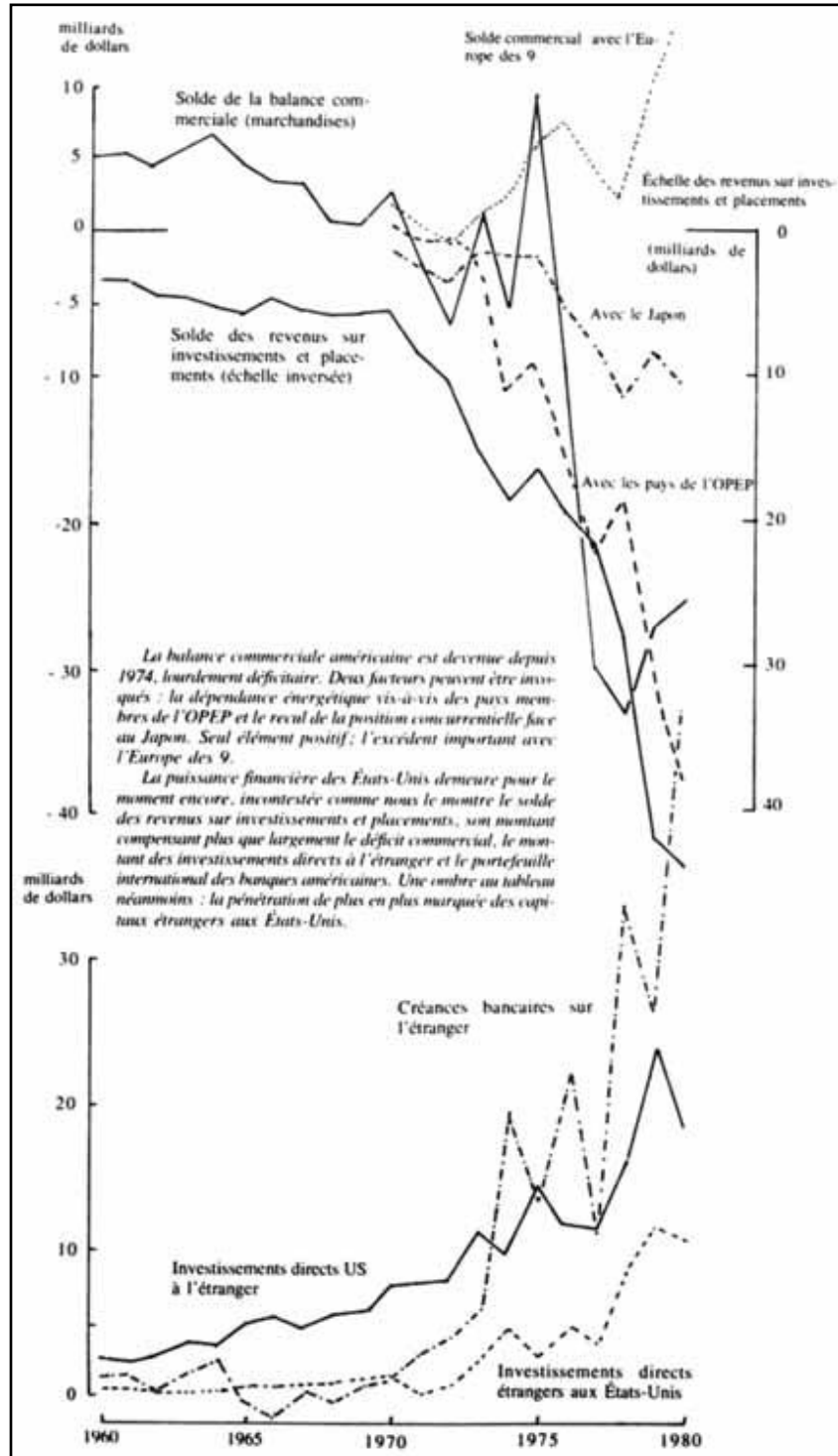
³ Quant au chômage, ce n'est pas vraiment un problème : selon le courant néolibéral, la hausse du chômage depuis le début des années 70 n'est pas dû essentiellement à la conjoncture mais relève davantage d'un phénomène structurel : l'inadéquation entre les emplois offerts et la qualification des travailleurs, de même que la trop faible mobilité de ceux-ci. Ceci aurait provoqué l'apparition d'un « taux de chômage naturel » incompressible par des mesures traditionnelles de relance. Et à vouloir trop stimuler l'économie pour résorber ce chômage, on ne réussirait donc qu'à créer de l'inflation. Cette vision des choses a d'ailleurs été empruntée, quoique de façon quelque peu modifiée, aux monétaristes. Au Québec, Pierre Fortin est, entre autres, un fervent adepte de cette nouvelle approche que, depuis quelques années, on commence à retrouver également dans les exposés annuels du Conseil économique du Canada. Pour une critique de cette approche voir : J.- J. Gislain : « Diviser pour régner. Une analyse critique des théories du marché du travail » in : *Interventions critique en économie politique*, n° 6, p. 126-169.

sur des bases « saines » ; encore une fois, restructuration oblige... Mais même à plus long terme, les mesures actuelles et les « économies » réalisées risquent de se payer fort cher. Déjà certaines administrations locales et certaines municipalités ne parviennent plus à entretenir l'équipement : les routes, le système de distribution de l'eau, le transport en commun, etc. Les problèmes créés (accidents, pollution, maladies,...) s'avéreront fort coûteux, car c'est toute l'infrastructure économique qui est en train de « foutre le camp »... On veut réduire le rôle de l'État et favoriser au maximum l'entreprise privée, mais demain qu'en sera-t-il de l'éducation, de la criminalité, de la qualité de la vie ?

Du reste, on ne peut pas dire que la Réserve fédérale ait réussi un tant soit peu à contrôler la double spirale de l'inflation et de l'endettement. Certes l'économie marque le pas mais le recul n'est pas assez prononcé, pour le moment du moins, pour qu'on assiste à un vaste processus de liquidations financières et à l'assainissement des positions financières des compagnies exigées par la mise en place d'un nouveau modèle de croissance. Et, le serait-il, l'économie ne serait-elle pas précipitée dans la crise financière que justement on cherche à éviter ? De même si le niveau des taux d'intérêt a eu pour conséquence immédiate de mettre en difficulté des ménages aux prises avec les hypothèques à payer et des petites entreprises toujours plus soumises aux contraintes bancaires, il a aussi eu des répercussions sur des secteurs entiers comme l'automobile et le logement, dont l'expansion dépend étroitement des conditions du crédit. Cela n'a toutefois guère eu d'effet restrictif sur le niveau global de l'endettement de l'économie. L'inflation et les ralentissements économiques aidant, les entreprises ont, au contraire, accru leur endettement à court terme au détriment du long terme et du financement par voie d'ac-

[42]

**Les États-Unis :
une puissance économique internationale en perte de vitesse ?**



[43]

tions, sans oublier non plus le poids de la dette publique qui s'alourdit toujours davantage. Quant au recul recherché de l'activité économique, il tend, maintenant que l'économie entre en récession, à prendre une ampleur démesurée.

D'une façon générale, les « recettes » néo-libérales sont appliquées depuis quelques temps dans un certain nombre de pays, avec pour tout résultat, un échec quasi total. Le chômage et l'inflation n'ont pas disparu ; ils se sont plutôt aggravés. De même, les déséquilibres dans la balance des paiements subsistent et la reconstitution des marges de profits est restée limitée et répartie inégalement entre les secteurs ⁴.

Ce qu'il faut bien réaliser, c'est que les véritables causes de la crise et de l'échec des politiques antérieures ne sont pas identifiées. Comme le souligne Pierre Domergues :

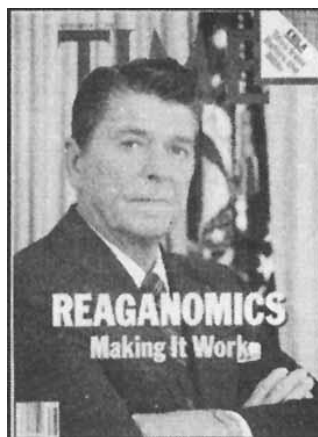
L'inflation est exclusivement attribuée aux dépenses sociales de l'État, à une politique monétaire laxiste et au cartel des pays pétroliers. Rien n'est dit sur ses origines véritables (les dépenses militaires au Vietnam) ni sur le rôle des multinationales dont les prix, fixés dans le seul objectif du profit, ne tiennent pas compte des fluctuations du marché. Rien n'est dit, non plus, sur une des raisons fondamentales de l'échec des politiques keynésiennes : dans l'actuelle structure du marché mondial, la stimulation de l'économie n'apporte pas nécessairement la croissance intérieure, mais favorise plutôt l'évasion des capitaux, le déficit commercial et l'inflation intérieure. En ce qui concerne la productivité, il n'est jamais rappelé que les dépenses militaires sont socialement improductives et que, ainsi que le remarque Seymour Melman, auteur de *L'Économie de guerre permanente*, le tiers du montant brut de la formation du capital fixe est consacré aux dépenses militaires contre 2% au Japon. Jamais n'est posée la question essentielle des fondements de la richesse relative de l'Amérique. Le relatif déclin américain devrait être l'occasion de telles interrogations. Pas une voix dans la campagne présidentielle, pas une phrase dans le discours d'inauguration pour poser la question centrale que l'historien américain William Appleman Williams rappelle dans son dernier ouvrage : « l'idée et la réalité de l'Amérique sont-elles possibles sans empire ⁵ ? »

⁴ *Le Monde Diplomatique*, nov. 81, Bernard Billaudot.

⁵ Pierre Domergues, « Le nécessaire rajeunissement du compromis social », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1980.

L'empire... voilà bien le maître mot... Pendant des années, surtout depuis 1945, l'impérialisme américain a régné en roi sur le monde occidental, s'érigeant en gendarme international en défense du « monde libre », imposant sa monnaie, aidant, à ses conditions, les pays européens et le Japon dévastés par la guerre à se reconstruire, etc. Avec la remontée de la concurrence internationale, la défaite du Vietnam, avec la montée de la lutte des peuples du tiers-monde, cette hégémonie de l'oncle Sam, *sur laquelle reposait toute la prospérité américaine*, a été sérieusement mise à l'épreuve et même bafouée, même si les États-Unis demeurent encore le principal pays impérialiste. Pour redorer ce blason quelque peu fané, il faut donc reconstruire cet empire et refaçonner selon ses intérêts la division internationale du travail. D'où cette nouvelle agressivité en politique étrangère et ces accents de guerre froide, d'où le soutien renforcé aux régimes fascistes d'Amérique du Sud (Salvador), d'où, également, cette accentuation de la course aux armements (dont le seul aspect économique au niveau interne i.e. en termes de profits pour les entreprises, n'est pas non plus à négliger). Agressivité et militarisation à l'extérieur, guerre [44] aux couches populaires et « dégraissage » économique à l'intérieur, sont, fondamentalement, les éléments d'une même politique dont les théories, qu'elles soient économiques ou autres, ne servent finalement que de caution...

Et là encore, le succès de la politique Reagan est très loin d'être assuré : si le Vietnam a été longtemps le seul terrain de résistance à l'impé-



Campagne idéologique et « fascisme à visage humain »⁶

L'équipe Reagan n'a pas qu'une nouvelle philosophie au niveau *économique* ; les mesures de la nouvelle administration américaine s'appuient également, sur un retour aux vieilles valeurs conservatrices, à forte tonalité moralisatrice : le travail, la fierté nationale et l'amour de la patrie, l'éloge de l'inégalité et du succès individuel, le devoir, la hiérarchie, etc., sans parler du refus de l'avortement et des droits des femmes en général.

Un certain nombre de revues et de journaux se sont lancées dans une vaste campagne idéologique visant à justifier et à encourager ce retour au conservatisme et à l'appuyer sur un plus grand consensus social. C'est notamment le cas du *Time* et des autres revues du même groupe (*Fortune, Life, Sports Illustrated, More, People, Discover*). Ainsi peut-on lire dans l'éditorial du *Time* du 23 février 81 :

« Avec le renouveau américain (american renewal), nous allons analyser ce qui peut être fait pour nous redonner confiance en nous même et en notre avenir... *Time* a toujours essayé d'interpréter les informations qu'il donnait. Cette semaine, nous franchissons une nouvelle étape : nous allons donner des solutions possibles aux difficultés que la nation affronte.⁷ »

Ce n'est certainement pas un hasard si la revue *Fortune*, dans son édition du 2 novembre 81 prend comme modèle... le Chili !... Un pays où, effectivement, après avoir été multiplié par 10 peut-être, les profits se sont stabilisés et où maintenant il fait bon vivre et investir (pourvu qu'on soit riche et bien protégé !)...

Tout ceci fait dire à certains observateurs que le régime Reagan constitue une sorte de « fascisme à visage humain ».

L'ampleur des attaques contre le mouvement ouvrier et les couches populaires, les enjeux en cause et les moyens mis en œuvre laissent donc clairement entrevoir pour la prochaine période un affrontement social très important. Le licenciement collectif des contrôleurs aérien ne constituait qu'un premier test. C'est donc dire que l'État est voué à devoir jouer un rôle de tout premier plan, même si l'image qu'on tend véhiculer le veut de moins en moins interventionniste. La revue *Fortune* ne s'y trompe guère lorsqu'elle affirme :

« La tâche nécessaire qui est de rendre l'Amérique plus compétitive doit être menée à bien par un effort national consenti par le monde des affaires, les travailleurs et tout le public mais c'est l'État qui doit en favoriser le cadre avec l'objectif d'accroître les investissements privés.⁸ »

Sans commentaire !

⁶ L'encadré sur le « fascisme à visage humain » s'inspire fortement d'un article paru dans *Politique aujourd'hui*, n° 34, été 81 : « Le meilleur des mondes de Ronald Reagan » par Marc Kesselman.

⁷ *Time*, 23 février 1981.

⁸ *Fortune*, 8 mars 1981.

[45]

rialisme, il n'en est plus de même aujourd'hui. S'il y a eu le Chili, il y a eu aussi le Nicaragua, il y a le Salvador ; en Europe, la France et la Grèce ont élus des gouvernements socialistes... Inutile de le préciser, on se situe ici sur le terrain politique, comme se situent aussi, forcément, les premières ripostes aux mesures Reagan.

La Riposte

Il ne faut pas surestimer la signification de la victoire de Ronald Reagan à l'élection présidentielle de novembre 80. Le taux d'abstention fut en effet de 50% et de nombreux électeurs votèrent pour le candidat républicain non pas en accord avec son programme, mais davantage pour se débarrasser de Carter identifié comme responsable du chômage et de l'inflation. Le mouvement conservateur qui a porté Reagan au pouvoir, profitant de ce mécontentement populaire n'est en outre pas homogène. En fait, il est le fruit de la coalition plus ou moins formelle de quatre mouvements : 1) la vieille droite traditionnelle ; 2) le « big business » lié aux multinationales et à la haute finance ; 3) la nouvelle droite moralisatrice issue de la frustration des couches moyennes ; et 4) les « pragmatiques » ou « néoconservateurs », souvent des intellectuels récemment convertis au conservatisme. Cette coalition est loin d'être homogène et est même relativement instable, certaines couches qui la composent risquant d'être touchés par la politique Reagan. En outre, la population est loin d'approuver ce qui est en train de se passer. Des récents sondages montrent en effet qu'une importante majorité de la population condamne les coupures de budget et se déclarent en faveur de l'« Equal Right Amendment » (ERA — promouvant l'égalité totale entre les hommes et les femmes) que Reagan veut reléguer aux oubliettes.

Si les réactions aux licenciements des contrôleurs aériens furent faibles, et si la riposte de l'ensemble des secteurs touchés a tardé à se manifester, la mobilisation a par contre bel et bien commencé, comme en témoigne la manifestation de 300 000 personnes à Washington à l'automne 81. Le mouvement syndical américain a même été amené à se radicaliser rapidement depuis quelques mois dans certains secteurs.

Le succès du plan Reagan aurait par ailleurs comme conséquences une restructuration du marché du travail (travailleurs/euses qualifiés et bien payé-e-s vs travailleurs/euses sous-qualifiés et mal payés, aux emplois précaires, etc.) qui ne pourra s'imposer rapidement.

Rien n'est joué

En cherchant à éviter la crise tout en prenant les moyens pour la précipiter, c'est bel et bien la politique du pire qu'a choisi l'administration Reagan, même du point de vue de la bourgeoisie américaine. Dans l'immédiat, en coupant de la sorte dans les dépenses sociales et en maintenant des taux d'intérêt élevés, on ne peut qu'aggraver la récession ; en baissant les impôts pour que les plus riches et les entreprises en profitent, mais en paralysant à toute fin pratique toute possibilité d'investissement, et en l'absence de toute politique industrielle, on ne fait qu'encourager la spéculation et l'endettement. Il est bien beau de chercher à rentrer dans les fonds empruntés par les entreprises, mais le problème c'est que les entreprises ne vendent pas et accumulent même des inventaires considérables. Non seulement [46] celles-ci ne peuvent pas rembourser, mais elles se voient contraintes d'emprunter davantage pour essayer de passer à travers leurs difficultés ou tout simplement éviter la faillite. Et quand survient tout de même une faillite, risquant d'entraîner dans sa chute l'institution prêteuse, le chômage ne fait que s'aggraver.

L'aboutissement logique des politiques économiques actuelles, et donc le prix de ce type de « dégraissage », ne peut donc qu'être que le marasme économique, les faillites en cascade, l'aggravation du chômage et des inégalités, sans aucunement diminuer l'inflation, au contraire encouragée par la spéculation. Enfin, le risque de crise financière que l'on cherche soi-disant à enrayer n'est que reporté et amplifié. Si les choses continuent au rythme actuel c'est même *carrément vers une crise financière majeure que l'on s'achemine...*

La condition pour mener à terme cette opération « *assainissement* », condition que Reagan et toute une fraction de la bourgeoisie américaine semble prêt à vouloir rencontrer, est un affrontement direct avec le mouvement ouvrier et les couches populaires.

Et là rien n'est joué. L'expérience du « Thatchérisme » nous le rappelle. Tout dépendra de la capacité de riposte de ces mouvements, ainsi que de leur capacité à proposer des alternatives... D'où l'importance des luttes actuelles à travers le monde y compris aux États-Unis. Non, décidément, il n'y a pas de débat « purement » économique...

Une dernière remarque en terminant : lorsque nous disons que la politique de l'administration Reagan est la politique du pire et qu'elle ne fait que précipiter la crise, nous ne voulons pas dire qu'une autre politique, plus « intelligente », aurait permis de l'éviter. En régime capitaliste, arrivé à un certain seuil, la crise est inévitable. Et la crise actuelle, avec la structure actuelle de l'économie mondiale et en particulier sa structure financière, est aussi inévitable que ne l'était celle des années 30 ; et la comparaison est ici faite à dessein. Car si la *forme* des crises change, si leur déclenchement diffère parfois, le processus reste fondamentalement le même : faillites, concentration, dévalorisation et accumulation du capital, « assainissement » des bases financières du système, réaménagement de la division du travail, que ce soit dans les entreprises, le pays ou à l'échelle internationale, etc., le tout devant déboucher, d'un point de vue capitaliste, sur l'émergence d'un nouveau modèle de croissance. Dans chaque crise, la spéculation (que ce soit sur les titres boursiers comme en 1929 ou sur les placements immobiliers et bancaires comme aujourd'hui) a toujours tenu une grande place.

Christian Deblock
Alain Dufour
Vincent van Schendel
novembre 81

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[47]